

# **Commission municipale du Québec**

---

**Date : 25 octobre 2004**

**Dossier : CMQ-61163 (13015-04)**

**Membres : M<sup>e</sup> Pierre-D. Girard  
M. Normand Poulin**

2004 CanLII 59333 (QC CMNQ)

**MICHEL CHAMPOUX  
CLAIRE DUFRESNE  
LISETTE RICHARD  
LUCIEN CHEVRETTE  
PIERRE FERRON  
RENÉE BRETON**

Requérants

c.

**VILLE DE TROIS-RIVIÈRES**

Intimée

et

**GESTION IMMOBILIÈRE NORMANVILLE  
INC.**

Intervenante

---

**AVIS DE CONFORMITÉ**

---



## DÉCISION

### LA DEMANDE

[1] La Commission municipale du Québec a reçu, le 9 août 2004, des lettres signées par six citoyens habitant le territoire de la Ville de Trois-Rivières. Ces personnes demandent à la Commission son avis sur la conformité du règlement n° 2004, chapitre 89, modifiant le règlement de zonage n° 2001-Z de l'ancienne Ville de Trois-Rivières, au schéma d'aménagement de la Ville de Trois-Rivières. Cette demande fait suite à un avis public du 10 juillet 2004 de l'intimée indiquant que toute personne habile à voter peut demander à la Commission municipale un avis sur la conformité de ce règlement au schéma d'aménagement.

### L'AUDIENCE

[2] Les parties ont été dûment convoquées et l'audience a eu lieu le 19 octobre 2004, à 20 h, à l'hôtel de Ville de Trois-Rivières.

[3] Les requérants suivants étaient présents : mesdames Claire Dufresne, Lisette Richard et Renée Breton ainsi que messieurs Lucien Chevrette et Pierre Ferron. Ils étaient accompagnés de monsieur Claude Gaudette.

[4] L'intimée était représentée par monsieur Paul Corriveau, urbaniste et coordonnateur à la planification et à la réglementation de la Ville de Trois-Rivières.

[5] L'intimée n'a soulevé aucune objection quant au statut d'électeur des requérants et au fait que les lettres des requérants avaient bien été transmises à la Commission dans le délai imparti à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

[6] L'intimée a produit trois pièces déposées sous les côtes V-1 à V-3. Les requérants n'ont produit aucune pièce.

## **L'INTERVENTION**

[7] La Commission a reçu le 5 octobre 2004 une intervention de la part de Gestion immobilière Normanville inc. représentée par M<sup>e</sup> Lorne Giroux, avocat. Cette procédure était accompagnée des pièces I-1 à I-5. Les requérants et l'intimée ont reconnu avoir reçu signification de l'intervention et ont déclaré à l'audience ne pas avoir d'objection à ce que l'intervenante soit partie à la présente cause.

[8] À l'audience, le représentant de l'intervenante, monsieur Jean-François Corbeil, n'a pas eu à témoigner.

## **LA DÉCISION INTERLOCUTORIE SUR L'INTERVENTION**

[9] Après avoir pris connaissance des allégués contenus aux paragraphes 12 à 19 de la demande d'intervention et entendu les représentations de M<sup>e</sup> Giroux, la Commission déclare que Gestion immobilière Normanville inc. a un intérêt suffisant pour intervenir dans le présent dossier.

[10] La Commission accueille cette demande d'intervention et ajoute que la présence de l'intervenante est susceptible de l'aider à rendre une décision conforme à l'intérêt public.

## **LA COMPÉTENCE DE LA COMMISSION**

[11] En vertu de l'article 91 du *Décret concernant le regroupement des Villes de Trois-Rivières, de Cap-de-la-Madeleine, de Trois-Rivières-Ouest, de Saint-Louis-de-France, de Sainte-Marthe-du-Cap et de la Municipalité de Pointe-du-Lac* (D, 851-2001, (2001) 133 G.O.Q., ptie 2, p. 4850), la nouvelle Ville de Trois-Rivières constituée par ce décret succède aux droits, obligations et charges, tant des municipalités locales visées par le regroupement que de la Municipalité régionale de comté de Francheville.

[12] Dans la présente affaire, la Commission exerce sa compétence en vertu de l'article 25 de ce décret qui prévoit des règles particulières en matière d'aménagement et d'urbanisme qui concernent la vérification d'un règlement d'urbanisme de la nouvelle Ville aux dispositions du schéma d'aménagement de l'ancienne MRC de Francheville maintenant devenu celui de la nouvelle Ville de Trois-Rivières.

[13] Cet article se lit ainsi :

« 25. La Ville est visée tant par les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) qui concernent les municipalité régionales de comté que par celles qui concernent les municipalités locales, sous réserve des adaptations nécessaires. Les pouvoirs et responsabilités attribués par cette loi au préfet, au conseil et au secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté y sont respectivement exercés par le maire, le conseil de la ville et le greffier.

Toutefois, l'examen de la conformité, au schéma d'aménagement de la Ville, du plan ou d'un règlement d'urbanisme s'effectue conformément aux articles 59.5 à 59.9 et 137.10 à 137.14, compte tenu des adaptations nécessaires, en remplacement des articles 109.6 à 110 dans le cas du plan et des articles 137.2 à 137.8 dans le cas des règlements.

Le schéma d'aménagement de la ville est constitué de la partie, applicable sur son territoire, de celui, en vigueur le 31 décembre 2001, de la municipalité régionale de comté de Francheville; le plan et les règlements d'urbanisme de la ville sont constitués de l'ensemble de ceux, en vigueur à cette même date, des municipalités visées par le regroupement. »

[14] Dans le présent cas, une demande d'avis de conformité au schéma d'aménagement par des personnes habiles à voter du territoire de la Ville de Trois-Rivières a été déposée en vertu des articles 137.10 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Les articles 137.11 et 137.12 s'appliquent à la présente demande et se lisent comme suit :

« Art.137.11. Toute personne habile à voter du territoire de la municipalité peut demander par écrit à la Commission son avis sur la conformité du règlement au plan.

La demande doit être transmise à la Commission dans les 45 jours qui suivent la publication de l'avis prévu à l'article 137.10.

Le secrétaire de la Commission transmet à la municipalité une copie de toute demande transmise dans le délai prévu et peut obtenir sans frais de cette dernière une copie certifiée conforme du plan et du règlement concernés. »

« Art. 137.12. Si la Commission reçoit, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 137.11 à l'égard du règlement, elle doit, dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai prévu à cet article, donner son avis sur la conformité du règlement au plan.

Dans le cas où la conformité du règlement au plan est exigée en vertu de l'article 110.5 ou 110.10.1 le plan pris en considération par la Commission est celui qui est modifié ou révisé par le règlement visé à cet article, même si ce règlement n'est pas en vigueur.

L'avis selon lequel le règlement n'est pas conforme au plan peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à toute personne qui a formulé la demande.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci la copie de l'avis qu'elle a reçue. »

[15] Dès le début de l'audience, la Commission a informé les personnes présentes que sa compétence se limite à vérifier la conformité du règlement contesté et qu'elle ne peut intervenir sur sa légalité ou sur l'opportunité de son adoption.

### **LA QUESTION**

[16] La Commission doit décider de la conformité au schéma d'aménagement du règlement n°2001-Z de l'ex-Ville de Trois-Rivières, tel que modifié par le règlement n°2004, chapitre 89. Ce dernier a été adopté le 21 juin 2004 par le conseil municipal de la Ville de Trois-Rivières.

[17] Depuis le 2 juillet 2004, ce règlement est réputé approuvé par les personnes habiles à voter. Le règlement n°2004, chapitre 89 modifie le règlement de zonage n°2001-Z, et la vocation communautaire de la zone 1038-1 en la remplaçant par une vocation mixte, à la fois résidentielle et communautaire, en autorisant l'usage « résidence multifamiliale de 12 à 32 logements maximum » et en fixant le cadre normatif y afférent.

[18] La Commission doit se demander si le règlement de zonage modifié par le règlement n°2004, chapitre 89 met en péril ou compromet les objectifs mêmes du schéma d'aménagement, les contredit ou les rend caducs. Le schéma d'aménagement qui s'applique en l'instance (pièce V-1) a été adopté par la MRC de Francheville le 25 novembre 1987 et est entré en vigueur le 10 décembre 1987. Il a été modifié à 22 reprises entre le 20 février 1990 et le 15 mars 2004.

### **LES POSITIONS DES PARTIES**

#### **➤ La position des requérants**

[19] Les requérants ont témoigné que le règlement n°2004, chapitre 89 adopté par l'intimée n'était pas conforme au schéma d'aménagement de la Ville de Trois-Rivières. Selon eux, il ne rencontre pas les exigences de la grande orientation du schéma au

sujet de la conservation et de la mise en valeur des principales caractéristiques écologiques et esthétiques d'intérêt régional, mentionnée à la page 167 du schéma.

[20] Ils ajoutent que le quartier où le changement de zonage a été effectué a une valeur esthétique exceptionnelle. Il est composé de maisons unifamiliales construites entre 1950 et 1970, où l'on trouve une uniformité du bâti et une densité faible. Les requérants déclarent vouloir conserver l'état naturel de cet espace urbain.

[21] Les requérants ont fait valoir que leurs principaux arguments étaient reliés au plan d'urbanisme. La Commission a alors rappelé que la conformité au plan d'urbanisme n'était pas de sa compétence dans la présente affaire, car le règlement n° 2004, chapitre 89 est réputé conforme à ce plan, suite à son adoption par le conseil municipal et à sa ratification par les citoyens.

[22] La Commission a ajouté que les requérants exercent, par le présent recours, une partie du pouvoir qui était antérieurement attribuée à la MRC de Francheville de vérifier la conformité d'une réglementation municipale par rapport au schéma d'aménagement.

[23] Les requérants soutiennent que le règlement n° 2004, chapitre 89 contredit le style de bâtiments existants dans le quartier, car il sera possible de construire des immeubles d'habitation de trois étages ayant 32 logements, sans verdure, dans un secteur de faible densité. On plantera ces immeubles dans un quartier de 1 400 maisons unifamiliales du secteur Normanville. Ils rappellent que le plan d'urbanisme prévoit un quartier de faible densité.

[24] Après avoir entendu la preuve de l'intimée, les requérants ont été appelés à poser des questions à son représentant, monsieur Corriveau, auxquelles celui-ci a répondu.

[25] Lors de leur plaidoirie, les requérants ont réitéré leur position à l'effet que l'affectation résidentielle de leur quartier doit rester unifamiliale, au plus, ils accepteraient un zonage permettant des maisons en rangée.

[26] Ils n'ont ajouté aucun autre commentaire, si ce n'est qu'ils laissent le soin à la Commission de juger du bien-fondé de leur demande.

➤ **La position de l'intimée**

[27] Le représentant de la Ville de Trois-Rivières a, dès le début de son témoignage, rappelé que la conformité au plan d'urbanisme était acquise et que la Commission ne devait pas tenir compte de ce dernier dans son analyse.

[28] Monsieur Corriveau a expliqué le règlement adopté par l'intimée, notamment l'ajout d'un nouvel usage permettant la construction de résidences multifamiliales ainsi que la détermination de nouvelles normes d'implantation.

[29] Il a rappelé la raison d'être du schéma d'aménagement et fait état de sa compréhension du recours exercé par les requérants. Il a fait aussi état du processus suivi par l'intimée lors de l'adoption du règlement n° 2004, chapitre 89.

[30] Pour l'intimée, le règlement de zonage modifié par le règlement n° 2004, chapitre 89 est conforme aux orientations et aux objectifs, ainsi qu'au document complémentaire du schéma d'aménagement pour les raisons suivantes :

- Le schéma délimite un périmètre d'urbanisation du territoire (page 57 de la pièce V-1);
- Les principales concentrations urbaines existantes ont fait l'objet d'une identification particulière (page 69 et suivantes de la pièce V-1);
- Le schéma désigne les secteurs d'expansion urbaine privilégiés suite à la révision de la zone agricole permanente (page 69 et suivantes de la pièce V-1);
- La zone affectée par le règlement n° 2004, chapitre 89 se trouve dans le périmètre d'urbanisation du schéma et dans la concentration urbaine existante de la Ville de Trois-Rivières;
- Au niveau de la compatibilité des usages par aire d'affectation (aux pages 158.4 et 159 de la pièce V-1), le schéma donne une vocation particulière à une portion de territoire, mais n'indique aucune norme de densité pour la fonction résidentielle;
- Le pouvoir de définir et de déterminer les normes de densité est laissé entièrement aux municipalités locales;
- Le schéma a déterminé une aire urbaine sans contrainte vis-à-vis l'entité locale pour identifier la réglementation de zonage;
- Aucun élément du document complémentaire du schéma, qui a trait aux contraintes naturelles du territoire, telles que les zones inondables ou susceptibles d'être affectées par des glissements de terrains, ou des bandes riveraines, ne concerne le règlement n° 2004, chapitre 89.

[31] Le témoin, en réponse à une question de M<sup>e</sup> Giroux, a confirmé que la modification au règlement de zonage de l'intimée n'avait pas été précédée d'une modification au plan d'urbanisme.

[32] Lors de sa plaidoirie, monsieur Corriveau a demandé à la Commission de tenir compte des énoncés du schéma, ainsi que de la carte des grandes affectations du territoire désignées par le schéma (pièce V-2) et de la carte du plan de zonage de



l'intimée (pièce V-3). Au sujet de cette dernière carte, il rappelle la situation de la zone 1038-1 affectée par le changement de zonage et le fait que les requérants ne se retrouvent pas dans cette zone mais plutôt qu'ils habitent des zones contiguës.

[33] Pour l'intimée, il a été démontré que le règlement n°2004, chapitre 89 est conforme aux orientations du schéma d'aménagement. La réglementation municipale a matérialisé les affections du territoire qui y sont mentionnées. À part le tableau de la compatibilité des usages par aire d'affectation (à la page 159 de la pièce V-1), rien ne concerne l'amendement au règlement de zonage effectué par la Ville de Trois-Rivières.

[34] Monsieur Corriveau rappelle que les énoncées du schéma citées par les requérants au sujet de la conservation et de la mise en valeur des principales caractéristiques écologiques et esthétiques d'intérêt régional, que l'on trouve aux pages 61, 167 et 168 du schéma, sont destinées à des projets précis et ciblés mentionnés de façon spécifique en termes de propositions d'intervention qui n'ont aucun lien avec la demande des requérants et leurs représentations. Cette orientation est d'ordre régional et il n'y est pas prévu que puissent être reconnus des ensembles du bâti urbain.

➤ **La position de l'intervenante**

[35] L'intervenante n'a fait entendre aucun témoin, ni présenté aucune preuve.

[36] Son avocat a déposé un cahier d'autorités dont la liste des décisions citées se trouve en annexe de la présente décision. Les trois premières décisions mentionnées à cette liste concernent la procédure d'intervention produite par l'intervenante. Les trois dernières décisions ont trait à la conformité au plan d'urbanisme pour laquelle la Commission a décliné toute compétence en la présente affaire.

[37] M<sup>e</sup> Giroux a rappelé que dans le passé la Commission a clairement statué sur sa compétence, tel que le mentionne la décision « *Félix Provost et a. c. Ville de Carignan* », CMQ-54469, le 24 novembre 1998, à la page 15 :

« Il est important de bien délimiter la juridiction de la Commission lorsque l'on fait appel à elle pour trancher un débat sur la conformité d'un règlement d'urbanisme. Il faut distinguer trois aspects sous lesquels un règlement peut être considéré : l'opportunité, la légalité et la conformité.

L'opportunité d'un règlement, ou sa raison d'être, est confiée par la loi au conseil municipal.

La légalité, ou son processus d'adoption, est du ressort des tribunaux de droit commun.

La conformité d'un règlement par rapport à d'autres documents d'aménagement et d'urbanisme est de la compétence exclusive de la Commission municipale.

La Commission n'a pas le mandat, non plus la possibilité, de se prononcer sur l'opportunité de la décision municipale d'aménager un territoire plutôt qu'un autre. Elle ne peut statuer non plus sur le choix du mécanisme utilisé par la Ville pour modifier sa réglementation ou sa planification territoriale.

[...]

Par conséquent, il n'appartient pas à la Commission de juger de la légalité des règlements et de leur procédure d'adoption, non plus des décisions d'un conseil municipal concernant l'utilisation spécifique d'un territoire. »

[38] Il a ajouté que la Commission a défini la notion de conformité et déterminé le test de vérification approprié à cette matière dans la décision « *Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu c. MRC le Haut-Richelieu* », CMQ-54955 et CMQ-54956, le 29 octobre 1999, aux pages 16 et 17 :

« La Commission rappelle que la notion de conformité ne demande pas une adéquation complète des termes employés dans les réglementations comparées. Dans les cas de conformité, une approche globale de la situation et une interprétation large des textes réglementaires doivent être employées.

[...]

Pour qu'un règlement soit jugé non conforme, il doit mettre en péril ou compromettre les objectifs mêmes du schéma d'aménagement, les contredire ou les rendre caducs. »

[39] Il mentionne qu'il ne suffit pas de dire, comme le font les requérants, qu'il n'y a pas conformité entre le règlement de zonage modifié par le règlement n°2004, chapitre 89 et le schéma, mais il faut une démonstration que les objectifs du schéma sont mis en péril pour que la Commission décide qu'il n'y a pas conformité.

[40] L'avocat de l'intervenante ajoute que les modifications apportées au règlement de zonage de la Ville de Trois-Rivières par le règlement n°2004, chapitre 89 sont loin de contredire le schéma. Elles s'inscrivent plutôt dans une volonté de respecter les orientations de ce dernier. Il est d'accord avec la position de la Ville de Trois-Rivières à l'effet que la zone faisant l'objet de la présente demande de conformité fait partie de l'aire urbaine du territoire de l'intimée et du périmètre d'urbanisation délimité par le schéma.

[41] L'intervenante considère cependant que le schéma intervient au niveau de la densité, contrairement à la position de l'intimée. Elle souligne que les pages 57 et 58 du schéma, notamment les passages suivants favorisent une augmentation de la densité d'occupation des sols :

« Les objectifs rattachés à cette orientation reflètent la volonté de planifier notre développement urbain. Pour ce faire, il est indispensable d'identifier les territoires nécessaires à la croissance des populations et des activités économiques. Il faut

également rentabiliser l'utilisation des services d'utilité publique existants ainsi que rationaliser leur extension. Cette planification vise aussi à limiter l'empiétement urbain sur les meilleures terres agricoles du territoire. Ces objectifs assurent la continuité du tissu urbain et établissent un cadre de référence favorisant le développement des fonctions urbaines. » (à la page 58)

[42] Selon M<sup>e</sup> Giroux, il est impossible de maintenir une densité basse dans les villes et de ne s'en tenir qu'aux maisons unifamiliales, sans que les zones agricoles ne soient affectées. Or le schéma confirme, selon lui, l'objectif de ne pas empiéter sur la zone agricole permanente.

[43] Il soumet que le tableau de la page 165 du schéma décrit bien les objectifs d'aménagement et les propositions d'intervention au sujet de la grande orientation « *La délimitation de périmètres d'urbanisation* ». Il considère qu'il faut y voir un lien avec le développement durable du territoire et la possibilité de ne pas mettre en péril la zone agricole.

[44] L'intervenante s'est déclarée d'accord avec la position de l'intimée au sujet de la compatibilité des usages par aires d'affectation et a demandé à la Commission de prendre connaissance de la page 160.1 du schéma. Pour elle, le nouvel usage de la zone 1038.1 est compatible avec l'affectation de cette partie du territoire.

[45] L'intervenante a réitéré les représentations de l'intimée concernant le document complémentaire et la grande orientation « *La conservation et la mise en valeur des principales caractéristiques écologiques et esthétiques d'intérêt régionale* ». Dans ce dernier cas, elle a souligné que les propositions d'intervention reliées à cette orientation étaient nommément identifiées.

## **L'ANALYSE**

[46] Les requérants avaient le fardeau de démontrer, de façon prépondérante, que les modifications apportées au règlement de zonage n° 2001-Z de l'ex-Ville de Trois-Rivières, modifié par le règlement n° 2004, chapitre 89 étaient non conformes aux dispositions contenues dans le schéma d'aménagement de l'intimée.

[47] Dans le présent dossier, la Commission constate qu'aucun élément de preuve ne lui a été présenté par les requérants au sujet de la non-conformité du règlement de zonage n° 2001-Z modifié par le règlement n° 2004, chapitre 89 par rapport au schéma d'aménagement.

[48] Plusieurs arguments soumis par les requérants étaient de l'ordre de l'opportunité. La Commission n'a pas compétence en cette matière, tel que mentionné lors de l'audience. En effet, l'opportunité de l'adoption d'un règlement d'urbanisme est

du ressort exclusif du conseil municipal. Dans le présent dossier, la Commission considère qu'il en est de même quant aux représentations faites par les requérants au sujet du plan d'urbanisme.

[49] La Commission ne peut et ne doit statuer que sur la conformité de la réglementation en regard du schéma d'aménagement. La Ville de Trois-Rivières n'avait pas à justifier auprès de la Commission sa décision de modifier sa réglementation en matière d'urbanisme. Elle se devait de traiter uniquement de la conformité au schéma de sa réglementation faisant l'objet d'une modification.

[50] La Commission a pris connaissance du schéma d'aménagement (pièce V-1), tout particulièrement de ses grandes orientations, de ses objectifs d'aménagement et de ses propositions d'intervention. Elle constate que les modifications apportées au règlement de zonage n° 2001-Z de l'ex-Ville de Trois-Rivières par le règlement n° 2004, chapitre 89 ne contreviennent pas aux dispositions du schéma et de son document complémentaire, ni ne rendent caduques ou ne mettent en péril ses orientations et ses objectifs.

[51] Tout particulièrement, la Commission constate, contrairement aux prétentions des requérants que la grande orientation « *La conservation et la mise en valeur des principales caractéristiques écologiques et esthétiques d'intérêt régionale* » n'est aucunement mis en péril par l'adoption du règlement n° 2004, chapitre 89. En effet, cette orientation de nature régionale ne concerne que des cas spécifiques d'intervention, dont les propositions sont clairement mentionnées au schéma.

[52] La Commission considère que l'intimée et l'intervenante ont démontré que le règlement de zonage de la Ville de Trois-Rivières amendé par le règlement n° 2004, chapitre 89 est conforme à la grande orientation « *La délimitation de périmètres d'urbanisation* », à ses objectifs et ses propositions d'intervention.

[53] La zone 1038.1 fait partie de l'affectation « aires urbaines » de la Ville de Trois-Rivières et le nouvel usage ajouté est compatible avec celle-ci.

[54] L'analyse des dispositions du document complémentaire indique que ces dernières ne s'appliquent pas à la demande des requérants.

[55] La Commission ajoute que si le pouvoir de définir et de déterminer les normes de densité a été laissé aux municipalités locales, tel que le prétend le représentant de l'intimée, il faut aussi reconnaître, tel que l'a démontré l'avocat de l'intervenante, que le schéma d'aménagement de la MRC favorise une augmentation de la densité d'occupation des sols, notamment pour préserver la zone agricole permanente et rentabiliser l'utilisation de services d'utilité publique existants.

**LA CONCLUSION**

[56] L'analyse de la preuve testimoniale et l'examen des documents soumis par les parties permettent à la Commission de conclure que le règlement de zonage n° 2001-Z de l'ex-Ville de Trois-Rivières modifié par le règlement n° 2004, chapitre 89 est conforme au schéma d'aménagement de l'intimée.

**PAR CES MOTIFS, LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC :**

- **DONNE AVIS** que le règlement de zonage n° 2001-Z de l'ex-Ville de Trois-Rivières, modifié par le règlement n° 2004, chapitre 89 de la Ville de Trois-Rivières, est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement de l'intimée et aux dispositions de son document complémentaire.

---

NORMAND POULIN  
Membre

PDG/hm

M<sup>e</sup> Lorne Giroux, avocat  
Pour l'intervenante

---

PIERRE-D. GIRARD, avocat  
Membre

**LISTE DES AUTORITÉS DE L'INTERVENANTE**

- 2876574 Canada inc. c. Commission municipale du Québec, C.S.M., no 500-05-035827-979, 8 décembre 1998, j. D. Durocher, J.E. 99-222.
- Baker c. Canada (Ministre de la citoyenneté et de l'immigration), [1999] 2 R.C.S. 817.
- Congrégation des témoins de Jéhovah de St-Jérôme-Lafontaine c. Lafontaine (Village), 2004 CSC 48.
- Provost c. Carignan (Ville), CMQ-54469, 24 novembre 1998.
- Saint-Jean-sur-Richelieu (Ville) c. Le Haut-Richelieu (MRC), CMQ-54955, 29 octobre 1999.
- Duquette c. La Guadeloupe (Village), CMQ-54316, 17 juillet 1998.
- Gaulin c. Notre-Dame-de-la-Merci (Municipalité), CMQ-52430, 25 octobre 1994.
- Cormier c. L'Assomption (Ville), CMQ-52099, 9 mars 1994.